

DECLARATION DE MARSEILLE

JOURNEES MONDIALES DE L'URBANISME 2005

Nous, hommes et femmes, réunis pour les Journées Mondiales de l'Urbanisme à Marseille, à l'initiative de la Société Française des Urbanistes et de ses partenaires, collectivités territoriales, services de l'Etat, institutions, enseignants, chercheurs, entreprises, citoyens,

Attendu que le 8 novembre a été déclaré Journée Mondiale de l'urbanisme depuis 1949 et qu'il est célébré dans plus de 30 pays sur 4 continents, afin de faire appel à la conscience des citoyens et des collectivités pour mettre en perspective les impacts environnementaux liés au développement des villes et des territoires,

Attendu que la ville est source de lien social et de développement humain, d'autant mieux qu'elle est en harmonie avec les territoires qui la nourrissent,

Attendu que la recherche urbaine, essentielle d'une initiation à la vie en société, exige une priorité d'intérêt public et des moyens adaptés,

Attendu que le projet du local au global, au service du bien être de ses habitants, implique une volonté politique affirmée, des équipes professionnelles publiques et privées qualifiées, une véritable gouvernance, basée sur un principe de responsabilité individuelle et collective reposant sur une large décentralisation,

Attendu que les bouleversements du monde, la disparition d'une relation vitale et directe entre l'Homme et la Nature - l'eau, l'air, la terre et l'énergie - entraînent misère et violence ; les récents événements tragiques vécus dans quelques quartiers français, parmi d'autres blessures du monde, le rappellent brutalement,

Parce que nous sommes convaincus que notre action individuelle et collective contribue aux évolutions du monde et qu'il existe un autre choix de société, entre abondance et rareté vers une ville durable et des territoires contribuant au devenir de la planète,

Parce que nous considérons, comme l'ont proclamé en 2003 les urbanistes des associations représentatives des 25 pays présents au Conseil Européen des Urbanistes, dans la Nouvelle Charte d'Athènes 2003, qu'il existe un autre devenir que celui du fonctionnalisme, qui propose la vision d'un réseau de villes, porteur d'une cohésion sociale, économique et environnementale, riche d'espoir et d'humanisme,

Parce que nous croyons que le triptyque foncier-ressources-déplacement est riche d'une cohérence transversale à laquelle les habitants des villes et des territoires, tant du Nord que du Sud, aspirent,

Nous, urbanistes de France réunis à Marseille, déclarons nous engager, sur ces trois axes :

- Bâtir un nouveau contrat social est possible, si chacun promet au quotidien la ville partagée dans ses espaces et ses usages, dans le respect de chacun,
- Répondre au défi climatique est possible, si nous devenons éco-citoyen, responsable de notre environnement et des générations futures, en visant notamment l'objectif « Facteur 4 » sur les émissions de gaz à effet de serre, au niveau des pays industrialisés,
- Agir sur nos types de déplacement est possible, si préalablement nous retrouvons le sens et le plaisir du mouvement à travers les modes doux et collectifs,

Pour ces raisons :

- nous incitons, les villes et territoires à la signature de la Charte d'Aalborg, dernier maillon actuel d'une solidarité mondiale, depuis le Sommet de Rio en 1992 - signé notamment par la Ville de Marseille,
- nous demandons à l'Union européenne, au Gouvernement français et aux collectivités territoriales, de privilégier dans les critères de décision, tout au long du processus d'évolution des villes et des territoires, le choix du développement durable et supportable ; en avançant tout particulièrement en direction de la réalisation concrète de quartiers, villes, régions et territoires à énergie positive,
- Nous invitons en conséquence et en urgence, les responsables des collectivités et les élus locaux à faire preuve de volonté et de courage politique,
- d'une façon plus précise, nous demandons aux collectivités territoriales, conformément à la Charte de l'Environnement incluse dans la Constitution française, de prendre en compte le changement climatique, la sécurité et la sobriété énergétique, ainsi que la production d'énergies renouvelables locales,

Pour ces raisons enfin, osons la part du rêve, du désir et de la beauté, pour chaque être, dans sa vie au quotidien, quelque soit son quartier, sa ville, ses territoires, en France et dans le monde.